



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FIDA

Investir dans les populations rurales



WFP
**Programme
Alimentaire
Mondial**

Neuvième réunion conjointe informelle du Conseil de la FAO, du Conseil d'administration du FIDA et du Conseil d'administration du PAM

27 avril 2026

Résumé de haut niveau

Contexte

1. La neuvième réunion conjointe informelle du Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Conseil d'administration du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (PAM) s'est tenue le 27 avril 2026. Cette réunion, qui a duré cinq heures, a donné aux membres des trois conseils ainsi qu'à la haute direction des trois organisations l'occasion d'engager un dialogue constructif sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome. Elle s'est tenue en présentiel et en ligne, par Zoom, et un service d'interprétation a été assuré dans les six langues officielles. Conformément à la pratique de rotation de la présidence entre les organismes, le PAM a accueilli la réunion.
2. Son Excellence M^{me} Carla Barroso Carneiro, Présidente du Conseil d'administration du PAM, a assuré la présidence générale de la réunion. Deux tables rondes ont été animées par M. Mina Rizk, Président indépendant du Conseil de la FAO, et M. Alvaro Lario, Président du Conseil d'administration et Président du FIDA. Les intervenants à la première discussion, consacrée au renouvellement et à l'intensification de la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome dans le cadre de l'Initiative ONU80, étaient M^{me} Beth Crawford, Sous-Directrice générale et Directrice du Bureau de la stratégie, du programme et du budget de la FAO; M^{me} Gérardine Mukeshimana, Vice-Présidente du FIDA; M. Carl Skau, Directeur exécutif adjoint et Directeur de l'Administration générale du PAM; Son Excellence M. Andreas von Brandt, Ambassadeur et Représentant permanent de la République fédérale d'Allemagne auprès des organismes des Nations Unies à Rome.
3. Les intervenants à la deuxième discussion, qui a porté sur la collaboration des organismes ayant leur siège à Rome dans le cadre des repas scolaires, étaient M. Máximo Torero, Économiste en chef, FAO; M^{me} Pieter M. Boogaard, Directrice générale du Bureau de l'exécution technique, FIDA; M^{me} Rania Dagash-Kamara, Sous-Directrice exécutive chargée du Département des partenariats et de l'innovation, PAM; Son Excellence M. Fredrick Lusambili Matwang'a, Ambassadeur et Représentant permanent de la République du Kenya auprès des organismes ayant leur siège à Rome. L'objet de la réunion était de définir des mesures concrètes et pragmatiques pour améliorer l'impact conjoint des organismes ayant leur siège à Rome au niveau des pays, développer les synergies et renforcer la cohérence avec le processus de réforme en cours au titre de l'Initiative ONU80, tout en favorisant une collaboration plus efficiente, plus efficace et plus harmonisée des organismes face aux besoins mondiaux croissants et à l'aggravation de l'insécurité alimentaire.

Observations liminaires

4. La Présidente du Conseil d'administration du PAM a ouvert la réunion en souhaitant la bienvenue aux participants et en exposant les grands points qui seraient abordés. Le Président du Conseil d'administration et Président du FIDA et le Président indépendant du Conseil de la FAO ont ensuite prononcé leurs allocutions d'ouverture. Ont suivi les déclarations du Directeur général de la FAO, M. QU Dongyu, et de la Directrice exécutive du PAM, M^{me} Cindy McCain.
5. Dans leurs propos, les dirigeants ont souligné que la réunion se tenait dans un contexte de profonde incertitude dans le monde; la pression sur les systèmes alimentaires s'accroissait encore, et la stabilité macroéconomique ainsi que la cohésion sociale étaient menacées. La collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome prenait de plus en plus valeur de test au regard des réformes menées dans le cadre de l'Initiative ONU80, afin d'évaluer la capacité du système à être uni dans l'action. Lorsque leurs mandats distincts, mais complémentaires, se traduisaient par des actions coordonnées, les trois organismes proposaient un continuum de mesures et d'effets allant de l'intervention d'urgence à la résilience.
6. Les profondes mutations à l'œuvre dans le système multilatéral reflétaient les attentes de la communauté internationale, à savoir des réponses plus cohérentes et plus efficaces face à des défis de plus en plus complexes. Malgré leurs mandats distincts, les organismes ayant leur siège à Rome représentaient collectivement un écosystème unique de compétences couvrant l'intervention d'urgence, la transformation agricole à long terme et le développement rural. Il était cependant nécessaire de déterminer les domaines où la coordination fonctionnait bien et ceux où elle pouvait être améliorée, en s'attachant à remédier aux chevauchements, aux lacunes et aux défauts d'efficacité. L'efficacité de la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome s'évaluait *in fine* au niveau des pays.
7. Le *Rapport mondial 2026 sur les crises alimentaires* a révélé que près de 300 millions de personnes se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Dans de nombreux pays, les crises n'étaient plus des chocs temporaires; elles étaient récurrentes, s'intensifiaient et s'avéraient de plus en plus difficiles à surmonter. Les problèmes étaient d'ordre structurel et imposaient aux organismes ayant leur siège à Rome d'adapter, d'accroître et de renforcer leur collaboration, notamment au niveau des pays. Il était nécessaire de tirer parti de la coopération déjà établie entre les organismes, y compris en matière d'analyse conjointe et de coordination des interventions face à la situation dans le détroit d'Ormuz.
8. La collaboration entre les organismes ne cessait d'évoluer et de s'intensifier. Face aux contraintes pesant sur le financement mondial et dans le contexte de l'Initiative ONU80, ils avaient redoublé d'efforts pour synchroniser leurs rôles de manière encore plus efficace, efficiente et cohérente, en réduisant la fragmentation et en se concentrant sur leurs atouts particuliers. Dans son Plan stratégique pour 2026–2029, par exemple, le PAM avait renoncé à soutenir la production animale et alimentaire, domaines dans lesquels ses partenaires disposaient d'une plus forte valeur ajoutée et de compétences plus solides.

Point de l'ordre du jour 1 – Les organismes ayant leur siège à Rome dans le processus de réforme de l'Initiative ONU80: Renouveler et renforcer la collaboration

9. Le Président indépendant du Conseil de la FAO a demandé à M^{me} Crawford, à M^{me} Mukeshimana et à M. Skau de présenter les contributions de leurs organismes au processus de réforme de l'Initiative ONU80 et à l'élaboration du « modèle de collaboration » entre les organismes ayant leur siège à Rome, intitulé *Renouveler et intensifier la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome dans les situations de fragilité: renforcer et définir les moyens de resserrer la collaboration au service de l'impact*, et de revenir sur ce qu'ils considéraient comme les enseignements les plus importants. Les intervenants ont souligné la nécessité de se concentrer sur l'exécution des activités et l'impact dans les pays; la complémentarité et la cohérence; les interventions intégrées à l'intersection entre action humanitaire, développement et paix; la collecte d'éléments factuels, le partage de données et l'obligation de rendre compte des résultats. L'efficacité devait être considérée comme un moyen de renforcer l'exécution, et non comme une fin en soi. Il était important de veiller à l'ancrage local dans l'exécution des activités et à la proximité physique avec les opérations, et de mobiliser des ressources supplémentaires, notamment en mettant à contribution le secteur privé. La réforme était considérée comme un état d'esprit plutôt que comme un simple processus, et les organismes devaient être déterminés à promouvoir une nouvelle approche. Le moment était venu de mener des réformes compte tenu des besoins croissants et de l'amenuisement des ressources, mais ensemble, les organismes ayant leur siège à Rome disposaient d'une boîte à outils unique pour éradiquer la faim. La collaboration avec des partenaires externes aux organismes était également essentielle.
10. L'Ambassadeur von Brandt a été invité à proposer des moyens concrets pour les États membres d'aider les organismes ayant leur siège à Rome à rester sur la bonne voie et à mettre en œuvre les réformes dans le cadre de l'Initiative ONU80. Rappelant que l'Allemagne et l'Inde coprésidaient le Groupe des Amis des organismes ayant leur siège à Rome, qui avait élaboré un document officiel intitulé *RBA collaboration for UN80 impact* (Contribution de la collaboration des organismes ayant leur siège à Rome à l'impact de l'Initiative ONU80), il a indiqué que les États membres pouvaient utiliser les pouvoirs décisionnels de leurs organes directeurs pour renforcer la collaboration et rendre obligatoire le partage réciproque d'informations. Les organismes ayant leur siège à Rome ont été encouragés à envisager de soumettre des propositions conjointes aux donateurs, et les donateurs ont été invités à fournir des fonds de base (flexibles), ainsi que des fonds de financement commun, selon qu'il convenait, et à coordonner les financements destinés aux équipes de pays. Il était possible de mieux définir la division du travail entre les organismes ayant leur siège à Rome, et une analyse des lacunes dans les capacités de chacun pouvait être utile à cet égard. L'Ambassadeur a également proposé d'organiser une seconde réunion conjointe informelle des organismes ayant leur siège à Rome plus tard dans l'année.
11. Lors du débat ouvert sur cette question, les États membres ont partagé leurs points de vue, en soulignant que les réformes étaient indispensables compte tenu du caractère prolongé des crises alimentaires actuelles et de la rareté des ressources. Il était essentiel de réduire la fragmentation et de travailler en fonction des atouts particuliers de chaque organisme, en étant conscient qu'une collaboration avec d'autres entités des Nations Unies était également nécessaire. Les États membres ont remercié le Groupe des Amis pour leur travail et ont salué le modèle de collaboration des organismes ayant leur siège à Rome, qu'ils considéraient comme un bon point de départ. Plusieurs intervenants ont estimé que le document gagnerait à être plus détaillé et que sa mise en œuvre nécessiterait des ajustements afin de refléter le niveau d'ambition souhaité.

12. Les États membres ont insisté sur les points suivants:

- Il faudrait passer de la collaboration ponctuelle actuelle à une collaboration plus institutionnalisée, sous la houlette de la haute direction des organismes ayant leur siège à Rome. Quelques personnes motivées dans certains pays ne suffiraient pas à porter la collaboration entre ces organismes à un niveau véritablement supérieur. Un engagement ferme de la direction serait nécessaire, y compris au plus haut niveau, parallèlement à des incitations systémiques.
- La collaboration impliquait des choix clairs, pas seulement une coordination. Il a été demandé avec insistance que les rôles et les responsabilités soient explicitement définis, afin de préciser qui dirigerait, qui viendrait en appui et qui resterait en retrait.
- Les organes directeurs des organismes ayant leur siège à Rome devaient se préparer à donner des orientations sur les choix stratégiques, et notamment établir des priorités lorsque cela était nécessaire, afin de maximiser l'impact collectif.
- Les organismes ayant leur siège à Rome devaient faire preuve d'une transparence totale dans leur collaboration avec les États membres, notamment concernant la définition des priorités, l'utilisation des ressources et la mesure des résultats.
- La collaboration devait porter sur des activités conjointes d'analyse, de planification et, le cas échéant, de programmation, et s'accompagner d'un partage renforcé de données et d'une interopérabilité des systèmes, ainsi que d'une utilisation plus large des services partagés (bureaux, chaînes d'approvisionnement et passations de marchés).
- Une plus grande transparence a été demandée concernant les initiatives de collaboration déjà en cours et leur impact sur l'optimisation de l'utilisation des ressources, éventuellement par la transmission numérique d'informations à jour sur les activités conjointes de planification et de mise en œuvre.
- Des précisions ont été demandées sur les mesures prises par les organismes ayant leur siège à Rome pour éliminer ou réduire la concurrence autour des ressources au niveau national, parallèlement aux efforts déployés par les donateurs pour assurer en temps voulu une allocation proportionnée et coordonnée de fonds.
- Une seconde réunion informelle a été proposée pour permettre aux États membres de se tenir informés des progrès réalisés et maintenir la dynamique.
- Il a été suggéré d'augmenter le nombre de pays pilotes par rapport à ce qui était prévu dans le modèle de collaboration, un échantillon trop restreint pouvant nuire à la pertinence de l'initiative.
- La mise en œuvre du modèle de collaboration devrait être rapide et ambitieuse, moyennant une définition précise des rôles et des responsabilités de chaque organisme; un plan spécifique pour offrir des gains d'efficacité et éliminer les doublons; la quantification des réductions de coûts potentielles et de l'impact; et ultérieurement, l'obtention en temps voulu de résultats concrets.
- La mise en œuvre du modèle de collaboration devrait s'appuyer sur un cadre de suivi conjoint renforcé associé à des indicateurs spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps (SMART) pour mesurer les progrès dans la durée.

- Les organismes ayant leur siège à Rome devraient harmoniser leur collaboration avec le processus de réforme plus large de l'Initiative ONU80, qui est ancré dans les mécanismes mis en place par les Nations Unies au niveau des pays, notamment l'analyse commune de pays et les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable.
 - Il conviendrait de mieux faire connaître et de mieux faire comprendre le rôle joué par les coordonnateurs résidents des Nations Unies dans la collaboration au niveau des pays.
 - Des systèmes de données harmonisés et des analyses devraient appuyer une prise de décisions fondée sur des données factuelles.
 - Une plus grande attention devrait être portée à l'ancrage local et à la promotion du rôle des gouvernements nationaux et des institutions régionales, ainsi qu'à la cohérence des interventions avec les priorités nationales fondées sur la demande.
 - L'appui aux petits exploitants agricoles et l'investissement dans ce secteur devraient être intensifiés afin de renforcer la résilience et de promouvoir la sécurité alimentaire.
 - Il conviendrait de renforcer la coopération Sud-Sud et triangulaire.
 - Il faudrait s'attacher à mettre en lumière la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome face aux crises actuelles, telles que les perturbations des chaînes d'approvisionnement (celle des engrais, notamment) au Moyen-Orient.
13. Les intervenants ont remercié les États membres pour leurs observations et ont répondu aux points qu'ils avaient soulevés. L'étape suivante de la mise en œuvre du modèle de collaboration consistait à sélectionner les pays pilotes et à clarifier le rôle des différents organismes ayant leur siège à Rome en fonction de leurs mandats distincts, mais complémentaires, ce qui permettrait de mettre en place des interventions adaptées aux contextes des pays et de suivre une approche plus systématique d'analyse, de planification et de mise en œuvre conjointes, dans le prolongement des processus plus larges du système des Nations Unies. Des informations plus détaillées seraient communiquées en temps voulu. Le modèle de collaboration était axé sur les situations de fragilité, car ces contextes étaient ceux qui se prêtaient le mieux à l'harmonisation des mandats des organismes ayant leur siège à Rome et à l'obtention d'un impact collectif. Les intervenants ont également rappelé les circonstances dans lesquelles ces différents organismes avaient été fondés, avec l'aval des États membres, ainsi que le maintien de leurs mandats distincts, notamment celui du FIDA en matière de financement et d'investissement. De nombreux exemples de l'excellente collaboration observée sur le terrain pouvaient être cités. Cela étant, ces réussites reposaient souvent sur l'engagement de certaines personnes, et il était nécessaire que les organismes s'attachent à institutionnaliser cette collaboration. L'Ambassadeur von Brandt a indiqué que le Groupe des Amis tiendrait compte lors de ses délibérations ultérieures des points relatifs aux priorités des gouvernements nationaux fondées sur la demande et à l'ancrage local, ainsi que des appels à prêter une attention accrue au suivi et à l'évaluation.

Point 2 de l'ordre du jour – Collaboration des organismes ayant leur siège à Rome en matière de repas scolaires

14. Dans son introduction, le Président du Conseil d'administration du FIDA et Président du FIDA a indiqué que les repas scolaires, qui se situaient à la charnière de plusieurs secteurs, notamment l'éducation, la nutrition, la protection sociale et la transformation des systèmes alimentaires, étaient de plus en plus considérés comme un volet à part entière des politiques, cadres et stratégies nationaux, plutôt que comme des interventions autonomes.
15. Les intervenants ont décrit comment leurs organisations travaillaient, par les programmes de repas scolaires, à obtenir au niveau des pays des résultats cohérents et pérennes en optimisant les ressources. La FAO avait élaboré un cadre de coopération avec les États dans une optique d'amélioration des régimes alimentaires des enfants, de promotion des résultats scolaires et de renforcement des économies locales, notamment par la mise en rapport des petits exploitants agricoles avec les programmes de repas scolaires; elle avait aussi produit des lignes directrices visant à aider les pays à élaborer des normes transversales et adaptées aux réalités locales pour les repas scolaires. Elle appuyait aussi l'élaboration de politiques et de textes législatifs et l'échange de connaissances. Le FIDA suivait une démarche essentiellement axée sur quatre aspects des aliments nutritifs: leur disponibilité, leur accessibilité, leur ancrage dans les pratiques et leur prix. Son action, qui visait surtout l'offre de repas scolaires, tenait surtout à renforcer les organisations paysannes et les systèmes de producteurs, ce qui contribuait également à la mise en valeur du capital humain et à la transformation rurale. Pour sa part, le PAM appuyait l'élaboration de cadres d'action et de réglementation, le renforcement des capacités financières et institutionnelles, la conception et la mise en œuvre des programmes, l'alimentation scolaire utilisant la production locale et le renforcement des systèmes alimentaires locaux. La Coalition pour l'alimentation scolaire, coprésidée par le Brésil, la France et la Finlande, était hébergée par le PAM, qui en assurait le secrétariat.
16. Invité à préciser les domaines dans lesquels les organismes ayant leur siège à Rome pourraient le plus efficacement appuyer la viabilité à long terme d'un programme national de repas scolaires, l'Ambassadeur Matwang'a a indiqué que les États avaient surtout besoin d'accompagnement pour élaborer des politiques nationales et en garantir la prise en main par les institutions, pour intégrer les initiatives en faveur des petits exploitants dans les systèmes nationaux, pour mobiliser des financements novateurs et prévisibles et convaincre les ministères des finances de la rentabilité de ces programmes, pour renforcer les dispositifs de suivi, les données et les cadres d'application du principe de responsabilité, et pour faire en sorte que les projets pilotes donnent lieu à des programmes nationaux viables.
17. Les États membres ont réaffirmé l'utilité des programmes de repas scolaires, non seulement pour ce qui est de fournir des aliments nutritifs aux élèves, mais aussi pour contribuer à la protection sociale, à la mise en valeur du capital humain, à l'autonomisation des femmes et des jeunes, au renforcement des systèmes alimentaires et des marchés locaux, et au développement rural. Il a été reconnu que l'élaboration d'un programme national solide de repas scolaires était un effort de longue haleine. Il était donc nécessaire d'adopter une démarche à long terme aux côtés des gouvernements nationaux en fixant des échéances réalistes et en prévoyant des stratégies de sortie en cas de besoin. Les programmes de repas scolaires devraient être durablement pris en main au niveau national, de manière à pouvoir résister aux cycles budgétaires, aux situations d'urgence et aux chocs futurs.

18. Les États membres ont demandé:

- d'étendre les programmes de repas scolaires, en privilégiant, dans la mesure du possible, l'alimentation scolaire utilisant la production locale et en associant l'ensemble des filières, y compris les petits exploitants agricoles locaux, qu'il conviendrait notamment d'aider à accéder aux marchés et aux installations de stockage;
- d'améliorer l'ordinaire nutritionnel et de diversifier les repas scolaires dans un souci de santé de l'enfant;
- d'associer la fourniture de repas scolaires à des mesures d'éducation nutritionnelle, y compris à l'intention des enseignants, et à des interventions tendant à ce que les écoles soient correctement équipées;
- de promouvoir une approche associant l'ensemble des pouvoirs publics en matière d'alimentation scolaire et d'insister sur le lien entre l'alimentation scolaire et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, y compris par une collaboration avec ONU-Eau;
- d'intensifier le suivi, de mieux exploiter les données pour promouvoir la pérennité, et de prendre en compte d'autres indicateurs pour mesurer la réussite des programmes, tels que le nombre annuel de jours pendant lesquels un repas scolaire est servi;
- de pouvoir compter sur la ferme implication des dirigeants des organismes ayant leur siège à Rome en faveur de la promotion des repas scolaires dans leurs contacts avec les dirigeants politiques nationaux;
- d'accorder une attention particulière au développement à plus grande échelle de systèmes de repas scolaires durables, qui exigeraient une planification à long terme, une séquence d'interventions plus claire et des rôles complémentaires pour les organismes ayant leur siège à Rome;
- de faire de l'alimentation scolaire utilisant la production locale l'approche par défaut, envisagée non pas comme un simple programme social mais comme un investissement stratégique;
- d'insister sur la prise en main nationale et la pérennité par l'intégration des budgets, la participation des communautés et le renforcement des capacités des administrations et des institutions locales;
- de resserrer la collaboration avec les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement afin d'accroître la marge de manœuvre budgétaire, d'améliorer l'accès aux financements concessionnels et d'assurer un financement durable et prévisible;
- de veiller à ce que toutes les écoles d'une zone donnée bénéficient de repas scolaires, afin d'éviter la mise en concurrence et les déséquilibres entre écoles, sachant que les enfants auraient tout lieu de préférer passer à celles bénéficiant d'un soutien;
- de collaborer avec tous les partenaires compétents, tels que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- de mettre à profit les possibilités offertes par la Journée africaine de l'alimentation scolaire.

19. En réponse aux observations formulées, les intervenants ont souligné qu'il importait de recenser les bonnes pratiques en matière de sécurité sanitaire des aliments et de normes alimentaires, d'innover en matière de financement et d'améliorer les indicateurs. Ils sont convenus qu'il était capital de pouvoir compter sur un appui au plus haut niveau dans les organismes ayant leur siège à Rome et de tirer les enseignements des programmes existants pour éclairer les activités et interventions futures. Le secteur privé avait un rôle déterminant à jouer, et il était essentiel de veiller à ce que les repas scolaires soient produits localement dans toute la mesure du possible. L'Ambassadeur Matwang'a est convenu que l'institutionnalisation d'un programme de repas scolaires prenait du temps et s'est déclaré intéressé par l'examen des indicateurs de réussite.

Prochaines étapes et remarques de clôture

20. En clôturant la réunion informelle, la Présidente du Conseil d'administration du PAM a remercié les participants de leurs contributions et indiqué qu'elle avait pris note de toutes les suggestions formulées, notamment du souhait des États membres qu'une autre réunion de ce type se tienne en 2026.